



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Unifor-reclame-un-examen-des-exemptions-reglementaires-accordees-aux-geants-des>

Unifor réclame un examen des exemptions réglementaires accordées aux géants des technologies des États-Unis

- Communiqués -

Date de mise en ligne : mardi 13 septembre 2016

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

TORONTO, le 13 sept. 2016 - Dans le cadre de son examen des politiques concernant l'avenir des industries médiatiques et culturelles canadiennes, le ministère fédéral du Patrimoine doit rechercher une solution aux problèmes touchant le modèle de revenu en matière de journalisme d'information et de contenu canadien, selon Unifor, syndicat qui représente 12 000 journalistes et travailleurs du secteur des médias.

« La ministre du Patrimoine Mélanie Joly met beaucoup l'accent sur le développement des marchés d'exportation pour les films canadiens de grande qualité, mais le problème le plus criant concerne le marché intérieur des nouvelles, de l'information et du divertissement », a déclaré Jonathan Ahee, président du conseil du secteur des médias d'Unifor.

« Les revenus publicitaires dont dépend l'industrie médiatique canadienne sont en chute libre parce que les géants des technologies des États-Unis dominent le marché de la publicité numérique. Le gouvernement doit trouver les bonnes solutions. Il ne suffira pas de développer le marché d'exportation pour les films canadiens. »

Selon les résultats d'un sondage mené par le ministère du Patrimoine avant le début des consultations qui ont été publiés aujourd'hui, les Canadiens continuent de privilégier les nouvelles et l'information à tout autre produit médiatique. Le sondage a également révélé que les Canadiens voient encore dans la concurrence étrangère une sérieuse menace pour notre industrie médiatique.

« La ministre a déclaré que "tout est sur la table" », a mentionné Howard Law, directeur du secteur des médias d'Unifor. « Si c'est bien le cas, son examen doit se pencher également sur la réglementation du CRTC qui exempte les géants des technologies et des médias des États-Unis, comme Netflix, Google et Facebook, de l'obligation de soutenir le contenu canadien. »

« La diffusion en continu est en voie de remplacer la diffusion à la radio et à la télé. Le Web est en train de remplacer la presse écrite. Nous devons adapter nos solutions en matière de politique publique à cette nouvelle réalité », a souligné M. Law.

« Si le gouvernement ne modifie pas les règles obligeant les entreprises médiatiques à soutenir le contenu canadien, il y aura beaucoup moins de nouvelles, d'informations et de divertissements canadiens, et le paysage médiatique sera dominé par les Américains », a-t-il prévenu.